

Questions orales

M. Stanfield: Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question supplémentaire. Étant donné le désir du ministre d'encourager la production agricole et étant donné qu'ils s'est vanté d'avoir réussi par cette technique à encourager la production manufacturière, est-il prêt à appliquer cette même technique pour encourager la production agricole?

M. Turner (Ottawa-Carleton): Monsieur l'Orateur, je pense qu'il est dit implicitement et explicitement dans la déclaration qu'a faite le premier ministre mardi que nous encourageons présentement la production des denrées alimentaires. L'honorable député a raison de penser que pour le moment l'une des meilleures façons de résoudre le problème mondial des denrées c'est d'accroître les stocks au maximum. En fixant un plancher au-dessous du prix du blé et en discutant avec les provinces de la stabilisation du prix des produits agricoles, nous ferons davantage pour encourager cela que par tout autre moyen que le député pourrait suggérer.

* * *

LE LOGEMENT**LES HABITATIONS MALVERN EN ONTARIO ET LE TAUX D'INTÉRÊT HYPOTHÉCAIRE—LES INTENTIONS DU GOUVERNEMENT**

M. Reg Stackhouse (Scarborough-Est): Monsieur l'Orateur, en l'absence du ministre d'État chargé des Affaires urbaines, j'aimerais poser une question au premier ministre. Étant donné que le ministre chargé de l'Ontario Housing Corporation a proposé de répondre à toute réduction que le gouvernement fédéral pourrait accorder sur les taux d'intérêt hypothécaire lors de la prochaine phase du projet Malvern de façon que les taux d'intérêt soient maintenus à un maximum de 8.75 p. 100, le premier ministre peut-il dire à la Chambre s'il a reçu des renseignements du gouvernement de l'Ontario à cet égard et, le cas échéant, quelle serait la réponse du gouvernement fédéral?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur l'Orateur, je présente mes excuses. Comme le député a dit seulement en terminant que la question s'adressait à moi, je vais en prendre note et essayer d'y répondre un autre jour.

M. Stackhouse: Monsieur l'Orateur, j'invoque le Règlement. J'avais signalé au début de ma question—si le premier ministre écoute maintenant, car il n'écoutait pas alors—que je m'adressais à lui, vu l'absence du ministre d'État chargé des Affaires urbaines. Je devrais peut-être répéter la question. Étant donné que le ministre chargé de l'Ontario Housing Corporation a proposé de répondre à toute réduction que le gouvernement fédéral pourrait accorder sur les taux d'intérêt hypothécaire lors de la prochaine phase du projet Malvern de façon que les taux d'intérêt soient maintenus à un maximum de 8.75 p. 100, et comme le ministre préconise le maintien à ce niveau des taux d'intérêt dans le cas des logements sociaux, le premier ministre nous dirait-il si le gouvernement fédéral a reçu des renseignements du gouvernement de l'Ontario à cette fin et, le cas échéant, quelle sera la réponse du gouvernement fédéral?

M. Trudeau: Monsieur l'Orateur, je vais me renseigner à ce sujet.

[M. Turner (Ottawa-Carleton).]

LA MAIN-D'ŒUVRE**LE PROGRAMME D'INITIATIVES LOCALES—DEMANDE D'EXPLICATIONS DES NOUVELLES DIRECTIVES**

M. P. B. Rynard (Simcoe-Nord): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration. Étant donné que les nouveaux Programmes d'initiatives locales ont été annoncés récemment, le ministre peut-il faire une déclaration à l'appel des motions pour donner des éclaircissements au sujet des directives, car certaines interprétations du programme prêtent à confusion?

L'hon. Robert K. Andras (ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration): Monsieur l'Orateur, j'espérais que la lettre et la documentation que j'ai envoyées à tous les députés avaient apporté des éclaircissements à cet égard, mais je vais très certainement étudier cette requête.

* * *

L'IMMIGRATION**LE PROGRAMME DE RÉGULARISATION DU STATUT DES IMMIGRANTS—DEMANDE DU COMPTE RENDU DES PROGRÈS**

M. Peter Stollery (Spadina): Monsieur l'Orateur, la question que j'adresse au ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration a trait au programme de régularisation du statut des immigrants dont l'exécution a commencé il y a trois semaines. Peut-il informer la Chambre du succès du programme et nous indiquer le nombre approximatif de gens qui ont demandé à régulariser leur cas?

M. l'Orateur: A l'ordre, s'il vous plaît. A moins que le ministre puisse répondre brièvement, je pense que c'est le genre de question que l'on pourrait poser au moment de l'ajournement. Le député demande au ministre de lui fournir des renseignements d'ordre général et une telle déclaration doit être faite à l'appel des motions. Si c'est urgent, on pourrait discuter cette question ce soir à l'ajournement.

* * *

[Français]

LA FONCTION PUBLIQUE**REFUS DU CONSEIL DU TRÉSOR DE RENCONTRER LES VÉTÉRINAIRES—L'ATTITUDE DES MINISTRES**

M. Claude Wagner (Saint-Hyacinthe): Monsieur le président, je désire poser une question au président du Conseil du Trésor.

Puisque la convention des médecins vétérinaires fédéraux œuvrant au Québec a pris fin depuis juin dernier, le ministre peut-il dire s'il est exact que le Conseil du Trésor leur refuse toute augmentation, et le cas échéant, entend-il rencontrer personnellement les médecins vétérinaires en cause pour éviter qu'ils passent à l'action et paralysent d'autant l'inspection des viandes et le contrôle des maladies animales au Québec?

L'hon. C. M. Drury (président du Conseil du Trésor): Monsieur le président, je peux assurer l'honorable député que le gouvernement s'attend qu'il n'y ait pas d'interruption de l'inspection des viandes. Les négociations sont en cours et, à mon avis, progressent d'une manière assez satisfaisante. Comme je l'ai toujours dit, ce n'est pas la